

APRÈS LA QUALIFICATION DES VERTS

Transformer cette victoire en élan démocratique

La qualification de l'équipe nationale de football à la phase finale de la Coupe du monde, après vingt-trois ans d'absence, a redonné de la joie aux Algériens, indistinctement des âges et des sexes. Une joie qu'il faudra accompagner et transformer en véritable élan de démocratie.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - L'intervalle de deux jours pleins de défilé, la victoire arrachée de haute lutte face à l'équipe égyptienne a balayé les barricades imposantes dressées devant l'émancipation citoyenne.

Le peuple, dans son ensemble, a montré qu'il sait faire la fête. Aime vivre. Pourvu que des occasions lui soient offertes. Le 18 novembre dernier, dès le coup de sifflet final qui a vu l'équipe nationale remporter sa victoire face à l'équipe égyptienne, les Algériens ont fait un pied-de-nez au conservatisme, sortant femmes et hommes dans les rues.

Cette nuit-là et les jours d'après, ce qui valait pour l'homme valait aussi pour la femme. L'homme et la femme étaient égaux

dans la joie. Dans les rues d'Alger et d'ailleurs, on l'a vu, le hijab a côtoyé le jean. C'est que rien n'a pu constituer un frein aux joies immenses. Les intégrismes se sont tus, fait petits face à la déferlante de vie.

La victoire sportive a permis aussi d'en engranger d'autres. Sur l'islamisme notamment qui, en ces moments de liesse populaire, s'est écrasé au point de n'en être pas visible.

Cependant, cet effet, ô combien positif !, produit par la qualification au Mondial a besoin d'être entretenu pour qu'il ne soit pas que fièvre passagère. C'est aux gouvernants d'accompagner le sursaut patriotique et lui faire faire un bond vers davantage de démocratie. Avec ce que le



Rien n'a pu constituer un frein aux joies immenses.

peuple a démontré, les gouvernants doivent se mettre en phase avec les aspirations des gouvernés.

Le pouvoir, pour parler justement, ne devra pas reproduire les erreurs passées. Ses compromis, voire compromission avec l'isla-

misme sont toujours d'actualité, alors que le peuple, au tout début des années 1990 déjà, a manifesté sa volonté à vivre hors du diktat des barbus.

Que de fois les Algériens sont sortis dans la rue pour dénoncer le terrorisme et l'isla-

misme sans que le pouvoir daigne les accompagner ! On n'aurait pas subi autant les affres de l'islamisme si les dirigeants qui se sont succédé étaient allés dans le sens des revendications populaires.

Avec la qualification au Mondial et ce qu'elle

a procuré comme joies immenses, les dirigeants actuels se voient offrir une opportunité de se racheter, de corriger les errements passés.

Bien sûr, cela suppose une franche et forte volonté politique, laquelle consistera à multiplier les raisons d'espérer et de croire en des lendemains meilleurs.

Traduite en terme d'actions, cette volonté politique, qui doit être affranchie de toute hésitation, doit intéresser aussi bien le politique, l'économique et le social que le sport lui-même.

Car la victoire contre l'Egypte ne doit pas nous faire oublier le piètre niveau de notre championnat de football, le recul de notre handball et la baisse de performances chez nos athlètes.

C'est, en fait, à une somme de renouveau à opérer que nous convie cette fabuleuse qualification pour les joutes sud-africaines.

S. A. I.

ENFANTS NÉS DANS LES MAQUIS TERRORISTES

Une identité qui cause problème

La question des enfants nés dans les maquis terroristes a été longuement débattue hier au centre de presse d'El Moudjahid, à Alger, lors d'une rencontre portant sur les droits de l'enfant.

Lors de cette rencontre, M^e Azzi a indiqué que le nombre d'enfants nés dans les maquis avoisinait quelques centaines et que le problème de leur identité se posait toujours. «Nous avons traité 40 dossiers où nous avons pu régulariser des mariages sur le plan administratif et reconnaître la parenté d'enfants nés dans les maquis», a-t-il précisé.

Cependant, il a estimé que les cas les plus compliqués sont ceux des enfants dont les parents sont des terroristes morts au maquis.

Dans ce contexte, M^e Azzi a fait appel à la promulgation d'une loi permettant de déterminer la parenté de ces enfants sur la base de tests d'ADN. «La prise en char-

ge de ces enfants est urgente et il faut des lois rigoureuses qui permettent aux juristes de procéder automatiquement aux tests d'ADN», a-t-il suggéré.

Par ailleurs, il a affirmé que plus de 830 000 enfants ont été kidnappés depuis 2001, soit une moyenne de 100 cas par an. Ces kidnappings ont pour origine, a-t-il indiqué, soit des actes d'agression sexuelle, soit des demandes de rançon. «Malheureusement, après les cas de viol, les enfants sont souvent assassinés», a-t-il déploré.

Il a souligné qu'en Algérie, près de 10 000 enfants souffrent de maltraitance. «Une maltraitance qui se traduit souvent par des abus sexuels

et des viols», a-t-il expliqué. Et de faire savoir que 805 agressions sexuelles contre des enfants ont été enregistrées en quelques mois.

L'intervenant a également évoqué le cas des enfants illégitimes, soulignant que «4 000 enfants sont abandonnés chaque année par leurs parents, dont 3 000 enfants sont nés hors mariage».

Pour sa part, le professeur Khiati, président de la Forem, a précisé que le nombre d'enfants nés dans les maquis est de 500, dont une grande majorité a un problème d'identité. C'est ainsi qu'il s'est joint à l'appel de M^e Azzi pour l'élaboration d'une loi permettant d'avoir recours aux tests d'ADN, «ultime moyen qui permettra de donner des noms à ces enfants», a-t-il assuré.

S'agissant de l'âge légal de décernement de l'identité, il a regretté qu'il



Le nombre d'enfants nés dans les maquis avoisinent quelques centaines.

soit passé de 13 à 10 ans. «A 10 ans, un enfant ne peut être responsable de ses actes. Nous avons toujours demandé à ce que l'âge de décernement soit fixé à 16 ans. A défaut, nous exigeons à ce qu'il revienne à 13 ans», a souligné le pro-

fesseur Khiati. Au sujet des enlèvements d'enfants, il a souligné que les motifs sont plus d'ordre bestial que liés à des problèmes de rançon.

Evoquant la pédophilie, il a estimé qu'il s'agit d'un problème réel qui prend de l'ampleur dans

la société. Il a, ainsi, souligné l'urgence de la mise en place de centres d'écoute. Mais il déplore, cependant, que ces canaux ne bénéficient pas de suivi de la part des autorités concernées et de coordination.

Rym Nasri